**L'Initiative des Trois Mers pour "Compléter l'Europe": projet européen ou stratégie atlantiste?**



*Discours de Trump à Varsovie lors du sommet de l'Initiative des Trois Mers en juillet 2017/Source: National Review*

Lors du Forum de Dubrovnik le 26 août 2016, la Pologne et la Croatie, ainsi que 10 autres pays d'Europe centrale et de l'est à leur suite (Autriche, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Roumanie et Bulgarie) proclamèrent dans une certaine indifférence, la création de l'Initiative des Trois Mers, soit un forum européen informel rassemblant les pays situés entre les mers baltique, adriatique et Noire.

Ce nouveau cadre européen fut impulsé par les efforts conjoints du Président polonais Andrzej Duda et de la présidente croate Kolinda Grabar-Kitarovic, afin "*de renforcer la coopération en matière politique, économique, d'infrastructures et de sécurité dans l'authentique Europe Centrale[[1]](#footnote-2)*".Tout le potentiel de ce projet fut détaillé dans une publication du *think tank* américain Atlantic Council, intitulée "*Compléter l'Europe*". Celle-ci traite de la nécessité pour les pays baltes, l'Europe centrale et du sud d'harmoniser les infrastructures énergétiques locales dans l'optique de réduire le fossé avec l'Europe de l'ouest ainsi que leur dépendance envers les approvisionnements russes[[2]](#footnote-3).

La visite du président américain Donald Trump au sommet de Varsovie le 6 juillet 2017 fut l'occasion pour l'Initiative des Trois Mers d'obtenir une notoriété qui lui faisait cruellement défaut. En effet le président américain affirma son soutien indéfectible à la Pologne et à ses partenaires de l'Initiative: "*Aux citoyens de cette grande région, l'Amérique est désireuse de renforcer notre partenariat avec vous. Nous encourageons tout essor commercial tandis que vous développez vos économies[[3]](#footnote-4)*".

Il convient de souligner que cette main tendue de l'Amérique aux pays d'Europe de l'est tranche radicalement avec l'étrange réserve manifestée par les pays de l'ouest, Allemagne et France en tête face à un projet aux promesses qui leur sont pourtant présentées comme "mutuellement bénéfiques".

**1/ Une réponse à la fracture énergétique européenne**

Les pays de l'Initiative, à l'exception de l'Autriche sont issus de l'ancien bloc de l'Est et par conséquent, disposent d'infrastructures énergétiques vétustes héritées de l'ère soviétique, qu'ils cherchent à développer du nord au sud pour une meilleure intégration de l'est à l'ouest de l'Europe. A cette fin, la politique de l'Initiative s'articule autour de trois axes d'intégration régionale en projet: la *Via Carpatia*, le Corridor Nord-Sud et le Corridor Baltique-Adriatique.

La question énergétique est une préoccupation majeure des pays de l'Initiative, l'objectif maintes fois proclamé à Dubrovnik étant de "*réduire leur dépendance énergétique*".

Mais dépendance envers qui?

Les pays en question présentent comme spécificité commune un besoin prononcé en hydrocarbures russes. La Pologne importe 76% de son gaz de Russie, l'Autriche 51% et les Pays Baltes affichent des chiffres proches des 100%[[4]](#footnote-5). Ces statistiques constituent un motif pour ces pays qui, conscients de leur vulnérabilité, cherchent à réduire la part russe de leur bilan énergétique et sont réticents à tout renforcement du partenariat avec la Russie que Bruxelles pourrait leur imposer.

Le sujet avait déjà été abordé au sein de l'Union européenne mais les divergences suscitées n'ont contribué qu'à creuser davantage le fossé entre les pays de l'ouest et ceux de l'est, Pologne en tête. Celle-ci avait soumis en 2006 à l'attention de ses pairs européens, sa proposition d'un Traité de la Sécurité Energétique Européenne en réponse aux crises qui ont opposé la Russie à ses voisins biélorusses et ukrainiens entre 2004 et 2006; il demeura lettre morte[[5]](#footnote-6). En 2009, l'Union européenne contraignit la Lituanie à fermer sa centrale nucléaire *Ignalia* héritée de l'URSS pour des raisons écologiques sans lui offrir la moindre source d'énergie alternative renforçant par là sa dépendance énergétique envers la Russie.

Enfin, depuis les années 2000, l'Allemagne s'est positionnée en tant que partenaire privilégié de la Russie, partenariat devenu essentiel depuis son renoncement au nucléaire en 2011. Ainsi, non sans susciter l'ire de ses partenaires est-européens, elle a conclu avec la Russie les projets de gazoduc *Nord Stream* et d'oléoducs BTS-1 et BTS-2 qui permettent de fournir directement l'Allemagne en hydrocarbures au profit de la Russie, celle-ci pouvant désormais faire des économies en droits de transit à verser à la Pologne et les Pays Baltes qui lui sont ouvertement hostiles.

Ces désagréments successifs sont les symptômes de deux lacunes distinctes mais complémentaires au sein de l'UE: l'absence de politique énergétique commune que l'Initiative entend rectifier, et des considérations sécuritaires en mal d'harmonisation.

De ces divergences apparaissent deux "camps" européens distincts: les "russophiles" plus enclins à négocier avec la Russie tels que la France et l'Allemagne, face aux pays "russophobes" notamment la Pologne, les Pays Baltes et la Suède. Ces derniers bénéficiaient d'un appui solide au sein du Parlement européen à travers la Grande Bretagne. Mais le Brexit changea totalement la donne et contraignit les pays de l'Initiative à trouver un soutien alternatif mais cette fois non pas au sein de l'UE mais de l'OTAN: les Etats-Unis[[6]](#footnote-7).

En effet Donald Trump se révéla être bien plus réceptif qu'Angela Merkel aux considérations de l'Initiative, ayant affirmé à Varsovie en juillet 2017 que les Etats-Unis sont: *engagés à garantir l'accès à des sources alternatives d'énergie afin que la Pologne et ses voisins ne soient plus jamais pris en otage par un unique fournisseur*"[[7]](#footnote-8).

Des propos qui ont sans nulle doute conforté le tropisme américain de la Pologne.

**2/ Face aux hydrocarbures russes, l'alternative du GNL américain**

Du point de vue de Trump, l'Initiative des Trois Mers tombe à point nommé quant à sa diplomatie énergétique en pleine transition vers le gaz naturel liquéfié (GNL) comme instrument de politique commerciale. Le but étant de promouvoir une hausse des exportations de GNL en Asie afin de poursuivre la politique d'Obama contre la Russie sur la scène européenne[[8]](#footnote-9).

Parallèlement, ces exportations constituent une aubaine pour les pays de l'Initiative qui souhaitent diversifier leurs fournisseurs d'hydrocarbures et qui ont à cette fin, investi dans la construction de terminaux de GNL d'origine outre-Atlantique.

Mais les intérêts américains et est-européens convergent surtout dans leur hostilité affirmée envers le projet de gazoduc *Nord Stream 2*. Celui-ci prévu pour 2019, vise à doubler *Nord Stream* 1 et relierait la Russie directement à l'Allemagne qui par conséquent deviendrait la plaque-tournante du gaz russe en Europe.

Compte tenu que la politique de la Pologne s'est toujours orientée vers une indépendance envers le gaz provenant de Russie par l'Ukraine, les frictions avec Bruxelles et l'Allemagne ne tardèrent pas à se concrétiser. Le chef de la chancellerie du président polonais, Krzysztof Szczerski, a affirmé le 1er novembre 2017 que ce projet, ne servant que les intérêts germano-russes, était "*profondément anti-européen*"[[9]](#footnote-10).

En juin 2017, le sénat américain avait tenté d'imposer des sanctions à la Russie et aux compagnies européennes impliquées dans le projet de *Nord Stream 2*, tentative ayant déclenché un sursaut inhabituel de l'Allemagne et de l'Autriche qui ont dénoncé le 15 juin une ingérence américaine caractérisée par "*la menace de sanctions extraterritoriales illégales à l'encontre de compagnies européennes*"[[10]](#footnote-11).

La rencontre entre le Ministre des Affaires Etrangères polonais, Czatupowicz et le représentant américain aux Nations Unies le 23 avril 2018, fut l'occasion pour les deux pays de réitérer leur opposition au projet de *Nord Stream 2* afin de contrer le "*déclin de la sécurité et de la stabilité énergétique européennes*"[[11]](#footnote-12). Quant à la Croatie, sa présidente Kolinda Grabar-Kitarović a désigné le projet BABS (*Baltic Adriatic Black Seas*) devant coordonner les efforts d'infrastructures énergétiques entre la Croatie et la Pologne, comme étant le fondement de sa politique[[12]](#footnote-13).

Ces efforts conjoints de la Pologne et de la Croatie se concrétisent par la construction à Krk et Świnoujście de terminaux de GNL (gaz naturel liquéfié) en provenance des Etats-Unis[[13]](#footnote-14). La compagnie étatique polonaise *PGNig* a conclu avec le groupe anglo-américain *Centrica LNG Co*, le 21 novembre 2017, un contrat de 9 livraisons de GNL entre 2018 et 2022.

Enfin, le recours à la Pologne et la Croatie en tant que débouchés énergétiques pour les américains est certainement un projet mûrement réfléchi. Au sommet de Dubrovnik en août 2016, le général américain James L. Jones membre de l'*Atlantic Council*, avait déjà souligné l'importance de l'Initiative des Trois Mers en tant que stratégie énergétique visant à "*affaiblir la capacité russe*" d'user des énergies comme arme de pression[[14]](#footnote-15). En avril 2017, à l'occasion du Sommet de l'*Atlantic Council*, à Istanbul, Jones a maintenu cette position en affirmant que l'Initiative constitue un "*réel projet transatlantique avec d'immenses ramifications géopolitiques, géostratégiques et géoéconomiques*" conçu pour "*soulager le secteur énergétique européen de la poigne du Kremlin*"[[15]](#footnote-16).

Les promesses "mutuellement bénéfiques" que les responsables polonais et croates offraient à Dubrovnik ne semblent se limiter qu'aux pays d'Europe de l'est dans leurs rapports avec les Etats-Unis plutôt qu'avec le reste de l'Union européenne. En soutenant de tout son poids diplomatique le projet Baltique-Adriatique, les Etats-Unis rappellent à l'Allemagne qu'ils peuvent miser sur un autre cheval afin de faire prévaloir leurs intérêts dans la région, intérêts compatibles avec les prétentions de la Pologne et de la Croatie de devenir les relais de gaz outre-Atlantique en Europe Centrale pour couper la Russie de l'Union européenne.

Bien que la diversification de fournisseurs d'hydrocarbures s'inscrive effectivement dans la politique européenne, l'Initiative n'a pas su convaincre ses partenaires occidentaux sur le plan économique, le coût des approvisionnements étant aussi indicateur de la pertinence des considérations sécuritaires comme l'a rappelé le Ministre des Affaires Etrangères allemand, Sigmar Gabriel, à l'occasion d'une visite en Russie le 29 juin 2017. L'Europe et notamment l'Allemagne auraient en effet peu intérêt à compromettre *Nord Stream 2* pour recourir au GNL américain plus onéreux que le gaz russe, d'autant plus s'il faut s'en procurer auprès d'un fournisseur unique outre-Atlantique.

Dans le cadre de ce bras de fer, l'Allemagne est passée à la vitesse supérieure en entamant les travaux de *Nord Stream 2* le 3 mai 2018, prenant ainsi le risque de resserrer davantage les liens entre les Etats-Unis et ses partenaires est-européens.

**3/ Les Trois Mers de la coopération ou de la confrontation?**

Les pays de l'Initiative notamment la Pologne, du fait de leurs contentieux historiques vis-à-vis de la Russie et de leur proximité géographique avec celle-ci sont conditionnés pour la percevoir comme la menace potentielle à leur sécurité.

L'adhésion de la Pologne à l'OTAN et à l'UE fut décidée dans le but d'obtenir auprès de ses nouveaux partenaires des garanties contre le péril russe, quitte à coopérer avec l'Allemagne. Cette logique est résumée par l'ex Ministre des Affaires Etrangères polonais, Radosław Sikorski qui avait affirmé en 2014 "*ne pas craindre la puissance allemande mais son inactivité"[[16]](#footnote-17)*. Toutefois, pas plus que pour le domaine énergétique, l'Allemagne ne se révéla être un partenaire fiable en matière de sécurité régionale.

Cette dernière fut favorable à l'afflux massif de migrants lors de la crise en 2015 et pointa du doigt la Pologne et la Hongrie réticentes à les accueillir. Mais surtout, lors de la crise ukrainienne en 2014, l'UE demeura un spectateur impuissant face aux succès russes au grand dam de la Pologne. Des sanctions contre la Russie furent certes introduites en représailles, mais si les pays membres de l'Initiative s'obstinent à les maintenir, des voix favorables à leur levée se font plus audibles dans les pays de l'ouest.

Ce sentiment devient d'autant plus légitime à la lumière des perceptions divergentes de la menace en Union européenne selon les espaces. Ainsi l'ouest redoute davantage l'Etat Islamique que la Russie, tandis que dans les Balkans, c'est la Serbie, proche de la Russie, qui préoccupe principalement ses voisins[[17]](#footnote-18). Une "Europe de la Défense" n'est certainement plus envisageable dans ces conditions et occasionne immanquablement des dissensions internes.

Sur ce point la Pologne, par l'intermédiaire de son ministre de la Défense, Macierewicz, n'a pas manqué d'exprimer sa déception à l'égard de l'Europe: "*Nous avons patienté pendant des décennies avec parfois le sentiment d'avoir été abandonnés. A certains moments, il nous est arrivé de flirter avec la désespérance et d'avoir l'impression d'être les seuls à protéger la civilisation contre la menace venue de l'est*"[[18]](#footnote-19).

La "protection" européenne n'ayant été qu'un mirage, l'Initiative des Trois Mers s'oriente à nouveau vers les Etats-Unis pour combler cette lacune. Une fois encore Trump n'a pas manqué de rassurer ses interlocuteurs polonais sur la question: *Nous œuvrons avec la Pologne pour répondre aux agissements déstabilisateurs de la Russie"[[19]](#footnote-20).* Cela s'explique par une simple convergence d'intérêts entre l'Initiative souhaitant tenir le voisin russe en respect, et les Etats-Unis, qui en application du *roll-back* de la Russie théorisé par Bzrezinski, y voient une opportunité stratégique pour refouler l'influence russe dans cette région, notamment en Ukraine.

Ainsi l'Initiative se dote d'un volet sécuritaire compatible avec le renforcement de l'OTAN sur les marges orientales européennes en dépit de ses motivations présentées comme purement économiques et structurelles.

Les pays de l'Initiative ont de quoi être satisfaits: les 4500 soldats américains et le matériel déployés entre les Pays Baltes et la Pologne étant bien plus persuasifs que le maigre arsenal mobilisé par les pays d'Europe de l'ouest qui s'est révélée impuissante durant la crise ukrainienne. De surcroît, l'Ukraine est désignée comme devant "*absolument être une priorité pour l'Initiative des Trois Mers*"[[20]](#footnote-21) dans sa politique d'intégration de pays non affiliés à l'Union Européenne. Andrzej Duda a encouragé l'intégration de l'Ukraine dans le cadre d'une coopération avec l'Initiative, bien que Porochenko, certainement par égard pour la Russie, ne se soit toujours pas prononcé sur la question.

Ces manœuvres ne laissent que peu de chances à un apaisement régional avec le voisin russe d'autant que selon le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, l'OTAN pourrait revoir à la hausse ses effectifs sur son flanc est en 2018[[21]](#footnote-22).

Ces considérations sécuritaires ont rappelé à certains observateurs l'ancien concept géopolitique polonais d'*Intermarium* théorisé par Josef Pilsudski durant l'entre-deux-guerres, soit un rassemblement d'Etats autour de la Pologne pour se préserver de l'hégémonie russe.

Si depuis 2015 effectivement les nouveaux dirigeants polonais ont toujours promu la coopération régionale, le parallèle entre l'Initiative et l'*Intermarium* n'est pas encore tout à fait fondé. En effet, l'Initiative constitue un cadre multilatéral informel reposant sur des considérations économiques et énergétiques sans impliquer des engagements contraignants envers ses membres[[22]](#footnote-23). Qui plus est, cette structure n'est pas encore tout à fait monolithique d'où certaines contradictions entre les pays concernés, notamment la Hongrie et la République Tchèque qui ne partagent pas forcément la russophobie de la Pologne ou l'Autriche qui conserve ses liens avec l'Allemagne ainsi que sa neutralité.

L'OTAN demeure la référence sécuritaire, du moins pour l'instant, tandis que l'*Intermarium*  constitue un terme élastique employé à tort et à travers par les mouvements politiques polonais de droite pour désigner toute coopération régionale contre la Russie...si ce n'est contre Bruxelles également.

Il convient toutefois de souligner que le président Duda, avait affirmé que la Pologne devait assumer une plus grande responsabilité dans la sécurité régionale au sein d'une communauté d'intérêts tout en désignant la Russie comme la principale préoccupation de la Pologne.

En conclusion, l'Initiative des Trois Mers peut constituer une réponse légitime à des besoins précis de la région est-européenne et peut même également être bénéfique au reste de l'Europe. Pourtant certaines motivations laissent planer le doute parmi les pays d'Europe de l'ouest quant aux véritables intentions de la Pologne et de la Croatie. Suite à la visite de Trump à Varsovie, des officiels allemands dont Angela Merkel, accusèrent la Pologne de vouloir diviser l'Europe au détriment de l'Allemagne[[23]](#footnote-24). Par la suite la France et l'Allemagne ont réaffirmé leur coopération bilatérale afin d'envisager une nouvelle impulsion à leur projet européen. Jones lui-même a admis au Sommet d'Istanbul, que le désintérêt de l'Europe de l'ouest pour l'Initiative des Trois Mers était "*visible*" et par conséquent le soutien américain à ce projet serait crucial à l'avenir[[24]](#footnote-25). Avenir risquant de faire de l'Europe orientale un terrain de rivalités entre les intérêts polonais, américains, allemands et russes.

A la lumière de ces éléments, peut-on raisonnablement réfuter le fait que l'Initiative des Trois Mers, qui bénéficie davantage de l'attention américaine que celle de ses partenaires de l'Union européenne, soit d'une part basée sur des principes stratégiques dont la constante demeure l'hostilité envers la Russie, et d'autre part puisse perturber la cohésion de l'Union européenne qu'elle prétendait "compléter"?

Hédi ENNAJI

1. *Dubrovnik Forum: Strengthening Europe by connecting North and South*; Newsletter of the Office of the President of the Republic of Croatia; n°6 septembre 2016; Zagreb; Croatia; p.3 [↑](#footnote-ref-2)
2. ROBERTS J.; *Completing Europe, Gas interconnexions in Central and Southeastern Europe-An Update*; Atlantic Council; 2016 [↑](#footnote-ref-3)
3. *Trump's speech in Warsaw*; 6 juillet 2017 [en ligne]; CNN Politics; https://edition.cnn.com/2017/07/06/politics/trump-speech-poland-transcript/index.html; (page consultée le 14 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-4)
4. BIELISZCZUK B.; *Three Seas Initiative: Benefits for Regional Gas Markets and the EU*; The Polish Institute of International Affairs; 30 juin 2017; n°63 (1003); 3 p. [↑](#footnote-ref-5)
5. LHOMEL E.; *L'Est et l'Union européenne*; Mars-Avril 2006; Le Courrier des pays de l'Est 2006/3 (n°1055); pp.81-86 [↑](#footnote-ref-6)
6. PAILLARD C.-A.; *L'Initiative des trois mers, un nouveau terrain d'affrontement majeur russo-américain*; Diplomatie, Affaires stratégiques et Relations Internationales; n°90; janvier-février 2018; pp. 8-12 [↑](#footnote-ref-7)
7. *Trump's speech in Warsaw*; 6 juillet 2017 [en ligne]; CNN Politics; https://edition.cnn.com/2017/07/06/politics/trump-speech-poland-transcript/index.html; (page consultée le 14 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-8)
8. JOPSON B., SEVASTOPULO D.; Trump looks to lift LNG exports in US trade shift; Financial Times; 22 juin 2017 [en ligne]; https://www.ft.com/content/c5c1958c-5761-11e7-80b6-9bfa4c1f83d2; (page consultée le 14 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-9)
9. ENGDAHL W. F.; *The Geopolitics of Poland's "Three Seas Initiative"*; Global Research; 8 décembre 2017 [en ligne]; https://www.globalresearch.ca/the-geopolitics-of-polands-three-seas-initiative/5621888; (page consultée le 10 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-10)
10. MAZNEVA E., DONAHUE P., SHIRYAEVSKAYA A.; *Germany, Austria tell U.S. not to interfere in Eu Energy*; Bloomberg View; 15 juin 2017 [en ligne]; https://www.bloomberg.com/view/articles/2018-01-05/citi-forgot-to-fix-its-money-laundering-systems; (page consultée le 11 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-11)
11. *Polish FM believes US will back efforts to block Nord Stream 2*; Radio Poland; 24 avril 2018 [en ligne]; http://www.thenews.pl/1/10/Artykul/360344,Polish-FM-believes-US-will-back-efforts-to-block-Nord-Stream-2; (page consultée le 26 avril 2018) [↑](#footnote-ref-12)
12. PAVLOVETS Y.; *Three Seas Initiative: is it a new stage of the anti-Russian policy in the Balkans?*; Eurasia Daily; 19 septembre 2016 [en ligne]; https://eadaily.com/en/news/2016/09/19/three-seas-initiative-is-it-a-new-stage-of-the-anti-russian-policy-in-the-balkans; (page consultée le 10 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-13)
13. PAVLIC V.; *Large interests of Bidders for LNG Terminal on Krk*; Total Croatia News; 10 octobre 2017 [en ligne]; https://www.total-croatia-news.com/business/22679-large-interests-of-bidders-for-lng-terminal-on-krk; (page consultée le 12 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-14)
14. *Remarks by General James L. Jones at the Dubrovnik Three Seas Initiative Presidential Roundtable*; Atlantic Council; 25 août 2016 [en ligne]; http://www.atlanticcouncil.org/news/transcripts/remarks-by-general-james-l-jones-jr-at-the-dubrovnik-three-seas-initiative-presidential-roundtable; (page consultée le 12 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-15)
15. ANSLEY R.; *Making The Three Seas Initiative a priority for Trump;* Atlantic Council; 3 Mai 2017 [en ligne]; http://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/making-the-three-seas-initiative-a-priority-for-trump ; (page consulté le 12 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-16)
16. MENZER J.; *Intermarium-A view from Germany*; New Easter Europe; 6 juillet 2017 [en ligne]; http://neweasterneurope.eu/2017/07/06/intermarium-a-view-from-germany/; (page consultée le 14 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-17)
17. BAUTZMANN A.; *Cartographie géopolitique du contexte sécuritaire européen*; Diplomatie, Affaires stratégiques et Relations Internationales; n°90; janvier-février 2018; pp.29-33 [↑](#footnote-ref-18)
18. RAMDANI S.; *La Croatie, fer de lance de la stratégie américaine*; Diplomatie, Affaires stratégiques et Relations Internationales; Les Grands Dossiers; n°43; février-mars 2018 [↑](#footnote-ref-19)
19. *Tramp v Polshe zaïavil' o destabilizuruiuchtchikh deïstviakh RF v Evrope*; NTV; 6 juillet 2017 [en ligne]; http://www.ntv.ru/novosti/1834485/; (page consultée le 12 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-20)
20. GUMENYUK N.; *The Three Seas Strengthens Central European cohesion*; Hromadske International; 9 juillet 2017 [en ligne]; https://en.hromadske.ua/posts/three-seas-strengthens-central-european-cohesion; (page consultée le 12 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-21)
21. *US Defence Secretary open to discussion about sending more troops to Poland: report*; Radio Poland; 28 avril 2018 [en ligne]; http://www.thenews.pl/1/10/Artykul/361060,US-Defense-Secretary-open-to-discussion-about-sending-more-troops-to-Poland-report; (page consultée le 28 avril 2018) [↑](#footnote-ref-22)
22. MASSON F.; *The three seas initiative: European regionalism of supranational nature*; nouvelle-europe; 20 mars 2018 [en ligne]; http://www.nouvelle-europe.eu/en/three-seas-initiative-european-regionalism-supranational-nature; (page consultée le 27 avril 2018) [↑](#footnote-ref-23)
23. PAVLIC V.; *The Economist: Germany angry with Croatia due to the Three Seas Initiative*; Total Croatia News; 20 juillet 2017 [en ligne]; https://www.total-croatia-news.com/politics/20560-the-economist-germany-angry-with-croatia-due-to-the-three-seas-initiative; (page consultée le 11 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-24)
24. RACHEL A.; *Making the Three Seas Initiative a priority for Trump*; Atlantic Council; 3 mai 2017 [en ligne]; http://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/making-the-three-seas-initiative-a-priority-for-trump; (page consultée le 10 janvier 2018) [↑](#footnote-ref-25)